LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires intérieures

Commune de Reckange-sur-Mess

**Finances communales**
Autre impôt, taxe ou redevance

Date délibération : 26/09/2024

| | |
|---|---|
| **Référence** | FC05-2024-A368 |

## APPROBATION

Transmis à la commune de Reckange-sur-Mess avec l'information que la délibération relative à l'objet sous rubrique reste encore à être publiée en due forme et à être reproduite en 1 exemplaire muni du certificat de publication, après quoi il en sera fait mention au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

# Nous Henri,
## Grand-Duc de Luxembourg,
## Duc de Nassau,

Vu l'article 107*bis* de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur le rapport du Ministre des Affaires intérieures et après délibération du Gouvernement en conseil ;

*Arrêtons :*

**Art. 1er.** La délibération du 26 septembre 2024 prise par le conseil communal de la commune de Reckange-sur-Mess transmise en date du 2 octobre 2024 relative à la modification du règlement communal portant fixation de la redevance assainissement de la commune de Reckange-sur-Mess (Point de l'ordre du jour : 8) est approuvée.

**Art. 2**. Le ministre ayant les Affaires communales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 18 novembre 2024
Pour le Grand-Duc,
Son Lieutenant-Représentant,
(s.) Guillaume,
Grand-Duc Héritier

Le Ministre des Affaires intérieures,
(s.) Léon Gloden

Pour expédition conforme
*Luxembourg,* le 27 novembre 2024

Le Ministre des Affaires intérieures,

Léon Gloden

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires intérieures

Commune de Reckange-sur-Mess

**Finances communales**
Autre impôt, taxe ou redevance

Date délibération : 26/09/2024

| | |
|---|---|
| **Référence** | FC05-2024-A355 |

## APPROBATION

La délibération du 26 septembre 2024 prise par le conseil communal de la commune de Reckange-sur-Mess transmise en date du 27 septembre 2024 relative à la modification du règlement communal portant fixation de la redevance assainissement de la commune de Reckange-sur-Mess (Point de l' ordre du jour : 8) est approuvée.

Celle-ci doit encore être publiée en due forme et reproduite en 1 exemplaire muni du certificat de publication, aux fins d'en faire mention au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Fait le 27 novembre 2024

Le Ministre des Affaires intérieures,

Léon Gloden

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires intérieures

Commune de Reckange-sur-Mess

**Finances communales**
Autre impôt, taxe ou redevance

Date délibération : 26/09/2024

| | |
|---|---|
| **Référence** | FC05-2024-A355 |

## ACCUSÉ DE RÉCEPTION

La présente notification vaut accusé de réception.

La délibération transmise le 27 septembre 2024 est réputée approuvée si le Ministre des Affaires intérieures n'a pas approuvé formellement l'acte soumis endéans un délai de trois mois à compter de la date précitée.

Fait le 27 septembre 2024

Administration communale
de Reckange-sur-Mess

**Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Reckange-sur-Mess**

## Séance publique du 26.09.2024

**Date de l'annonce publique de la séance:** 19 septembre 2024
**Date de la convocation des conseillers:** 19 septembre 2024

**Présents:** Mesdames et Messieurs
Muller, bourgmestre - Tolksdorf et Ludwig, échevins – Heyard-Ries, Thorn, Da Costa, Pépin et Kohl, conseillers – Koroglanoglou, secrétaire communal

**Absent:** excusés: Monsieur Leclerc, conseiller
sans motif : ---

**Point de l'ordre du jour**

**8)**

**Approbation d'un nouveau règlement communal portant fixation de la redevance assainissement de la commune de Reckange-sur-Mess**

**Le conseil communal,**

Revu sa délibération du 13 décembre 2010 portant fixation sur l'eau destinée à la consommation humaine de la Commune de Reckange-sur-Mess;

Vu la circulaire numéro 2821 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 14 octobre 2009 relative à la tarification de l'eau et au schéma de calcul du coût de l'eau en conformité des dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 12 et 14 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et pollueur-payeur et qu'une redevance assainissement est assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées ;

Attendu que la redevance se compose d'une partie fixe annuelle par compteur et proportionnelle au nombre d'équivalents habitants moyens et d'une partie variable proportionnelle au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevée par l'utilisateur ou déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage ;

Considérant en outre qu'il y a lieu de distinguer entre quatre secteurs pour les schémas de tarification, à savoir :

- le secteur des ménages dont relèvent les personnes physiques, les institutions publiques et les entreprises qui ne font ni partie du secteur industriel, ni du secteur agricole ;
- le secteur industriel dont relèvent les entreprises dont la consommation d'eau excède un des seuils suivants : 8.000 m3 /an, 50 m3/jour ou 10 m3/heure, ou dont la charge polluante excède 300 équivalents habitants moyens ;
- le secteur agricole dont relève l'activité des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs ;
- le secteur Horeca dont relèvent les hôteliers, restaurateurs et cafetiers, et le secteur des campings

Attendu qu'afin de pouvoir déterminer notamment l'appartenance au secteur agricole, les critères de définition de l'article 2 de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales peuvent utilement trouver application;

Vu les tableaux de calculs élaborés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en collaboration avec l'Association Luxembourgeoise des Services d'Eau (ALUSEAU), lesquels tableaux permettent de chiffrer le prix de l'évacuation et de la dépollution des eaux;

Considérant que pour l'ensemble du Grand-Duché, la consommation moyenne en eau potable peut être estimée à 50 m3 par personne par année et qu'en moyenne un ménage est composé de 2,5 habitants;

Vu le tableau des charges polluantes moyennes par groupe ou activité, élaboré par l'ALUSEAU;

Attendu que le collège des bourgmestre et échevins propose de se baser sur ledit tableau en vue de la détermination et de la fixation des valeurs EHm (équivalent habitant moyen) de la partie fixe de la redevance assainissement, alors que ce tableau contient pour toute sorte d'activité une évaluation de la charge polluante moyenne à base de critères objectifs;

Considérant que le schéma de tarification tel que proposé par le collège des bourgmestre et échevins est censé garantir le respect des principes de l'article 12 (1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu le circulaire numéro 2909 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 28 mars 2011 relative à la tarification de l'eau, schémas de calcul du coût de l'eau rééquilibrés;

Vu les remarques itérées dans le courrier de l'administration de la gestion de l'eau daté au 18 mars 2011 concernant la tarification de l'eau et plus précisément le rééquilibrage du prix de l'eau suivant les secteurs des ménages, de l'industrie et de l'agriculture;

Vu l'article 1/520/169100/99001, libellé «Participation des riverains aux frais de raccordement à la canalisation des eaux», du budget extraordinaire de l'exercice 2024 prévoyant une recette de 20.000.- €;

Vu l'article 2/520/706023/99001, libellé «Utilisation de la canalisation et épuration des eaux usées – Redevance fixe», du budget ordinaire de l'exercice 2024 prévoyant une recette de 5.500.- € ;

Vu l'article 2/520/706023/99002, libellé «Utilisation de la canalisation et épuration des eaux usées – Redevance variable», du budget ordinaire de l'exercice 2024 prévoyant une recette de 190.000.- €;

Considérant que le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2025 et que les recettes y relatives seront inscrites aux articles budgétaires suscitées lors de l'élaboration du projet de budget de l'exercice 2025;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu les articles 29, 105 et 106 point 7° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment ses articles 12, 14 et 47;

Vu l'avis, référence RC-2024-0130, du 29 août 2024 du médecin de la Direction de la Santé ayant l'inspection sanitaire dans ses attributions;

Vu l'avis du 13 août 2024 de l'Administration de la Gestion de l'Eau;

Après en avoir délibéré conformément à la loi, par appel nominal et à haute voix,

**décide à l'unanimité**

de fixer à partir du 01.01.2025 la redevance relative à l'assainissement assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées comme suit:

## Chapitre I – Assainissement

La redevance est assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées.

La redevance couvre l'ensemble des charges liées à la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des infrastructures nécessaires à l'assainissement des eaux usées, y compris les amortissements de ces infrastructures.

La redevance se compose d'une partie fixe annuelle par compteur, proportionnelle au nombre d'équivalents habitants moyens annuels (EHm) et d'une partie variable proportionnelle au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevée par l'utilisateur ou déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage;

### Article 1 – Partie fixe :

La partie fixe de la redevance assainissement du prix de l'eau est proportionnelle au nombre d'équivalents habitants moyens annuels (EHm) du consommateur. Au sens de l'article 12 de la loi relative à l'eau, cette unité constitue une unité de calcul du coût de l'eau usée et n'est pas assimilable à l'unité de mesure de la charge polluante émise par le consommateur à base du dimensionnement des infrastructures de dépollution.

La partie fixe de la redevance aux points a) à d) ci-après est également due pour les immeubles non raccordés à la canalisation publique et étant en obligation de raccordement suivant le point « 1.3 Obligation à l'assainissement » du règlement communal sur l'assainissement des eaux de la commune de Reckange-sur-Mess.

La partie fixe de la redevance aux points a) à d) ci-après est également due au cas où l'immeuble raccordé n'est pas habité ni exploité.

| Secteurs | a) Ménages | b) Industriel | c) Agricole | d) Horeca |
|---|---|---|---|---|
| par EHm (équivalent habitant moyen) / an (non soumis à la TVA) | 33,00 € | 102,00 € | 102,00 € | 76,00 € |

**c) secteur agricole :**

1. Pour les exploitations agricoles disposant d'**un seul raccordement** au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, alimentant en même temps la ou les partie(s) d'habitation et une ou plusieurs étables :
   - sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :
     - **33,00 €** par EHm / an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation
   - avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :
     - **33,00 €** par EHm / an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation
     - **102,00 €** par EHm / an en appliquant un forfait de 20 EHm pour la laiterie

2. Pour les exploitations agricoles disposant d'un **raccordement séparé** au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, la redevance est fixée comme suit:
   - **33,00 €** par EHm / an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation

3. Pour les **étables et parcs à bétails raccordés séparément** au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine :
   - sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement:
     - **aucune** partie fixe de redevance assainissement n'est due
   - avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement:
     - **102,00 €** par EHm / an en appliquant un forfait de 20 EHm pour la laiterie

- avec raccordement de locaux utilitaires quelconques (p.ex. cabinet d'aisance) au réseau public d'assainissement :
  - **102,00 €** par EHm / an, en appliquant un forfait de 0,1 EHm

**Article 2 – Partie variable :**

La partie variable est calculé à partir de la consommation mesurée par le compteur d'eau et facturée aux tarifs suivants :

| Secteurs | a) Ménages | b) Industriel | c) Agricole | d) Horeca |
|---|---|---|---|---|
| **Prix net / $m^3$ (non soumis à la TVA)** | **2,50 €** | **1,25 €** | **1,25 €** | **1,70 €** |

**c) secteur Agricole :**

1. Pour les exploitations agricoles disposant d'**un seul raccordement** au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, alimentant en même temps la ou les partie(s) d'habitation et une ou plusieurs étables, il est appliqué un forfait de 50$m^3$ par an et par personne (P) faisant partie du ménage au 1er janvier de l'année à laquelle la redevance se rapporte :

- avec ou sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :
  - pour la consommation effective inférieure ou égale au forfait de « P x 50$m^3$ », la **redevance variable du point a) Ménages** est applicable.
  - pour la partie de la quantité effective dépassant le forfait prémentionné, la **redevance variable du point c) Agricole** est applicable.

2. Pour les exploitations agricoles disposant d'un **raccordement séparé** pour la partie habitation, au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, la **redevance variable du point a) Ménages** est applicable.

3. Pour les **étables et parcs à bétail** raccordés séparément au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement:
  - **aucune** partie variable de redevance assainissement n'est due
- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement:
  - la **redevance variable du point c) Agricole** est applicable
- avec raccordement de locaux utilitaires quelconques (p.ex. cabinet d'aisance) au réseau public d'assainissement:
  - la **redevance variable du point c) Agricole** est applicable

**d) secteur Horeca :**

Afin de pouvoir appliquer la tarification du secteur Horeca, un compteur séparé devra être installé au frais et à charge du propriétaire pour quantifier le volume d'eau destinée à la consommation humaine utilisé pour le seul besoin de l'activité Horeca. A défaut de comptage séparée, la tarification du secteur a) ménages est applicable.

**Article 3 : Autres taxes et tarifs en relation avec le réseau d'assainissement**

a) <u>Taxe de raccordement</u>

La taxe de raccordement au réseau d'assainissement est fixée comme suit :

- par immeuble raccordé ..... 1.000,00 €
- pour les maisons plurifamiliales, par unité de logement ..... 500,00 €

La taxe de raccordement est à verser à la caisse communale au moment de la délivrance de l'autorisation de construire.

Les travaux de raccordement à la canalisation sont à charge du demandeur à partir du réseau principal existant.

b) Travaux sur canal

Les travaux de nettoyage, débouchage et de réparation du réseau d'assainissement suite au déversement volontaire de substances non autorisées dans la canalisation seront refacturés à la personne morale ou physique responsable des dégâts.

c) Bornes de fontaines ou raccordements provisoires

La consommation en eau sera facturée en fonction de la **redevance variable du point a) Ménages** inscrit au présent règlement.

d) Autres
- Toutes autres prestations ..... frais réels

**Article 4 – définition de l'appartenance au secteur agricole :**

Attendu qu'afin de pouvoir déterminer notamment l'appartenance au secteur agricole, les critères de définition de l'article 2 de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales sont d'application.

**Article 5 – Attribution des équivalents habitant moyens**

L'attribution des équivalents habitant moyens (EHm) se fait suivant un tableau en annexe du présent règlement. Un minimum forfaitaire de 2,50 EHm est appliqué lorsque la charge polluante ne dépasse pas les 2,50 EHm.

**Article 6 – Dérogation**

En cas d'impossibilité technique de raccorder un immeuble au réseau d'assainissement et sur demande de l'abonné, le collège échevinal peut accorder une dérogation à la redevance assainissement si l'immeuble est assaini conformément à la législation et la règlementation communale en vigueur.

**Article 7**

Le présent règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2025.

**Article 8**

Toute disposition antérieure contraire à la présente est abrogée.

Et prie les autorités supérieures compétentes de bien vouloir approuver la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance publique, date qu'en tête.
Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Reckange-sur-Mess, le 02 OCT. 2024

Le bourgmestre

Administration Communale ☆ Reckange (Luxembourg) ☆

Le secrétaire communal

## Tableau des EH moyens annuels

La partie fixe de la redevance assainissement du prix de l'eau est proportionnelle au **nombre d'équivalents habitants moyens annuels** (EHm) du consommateur. Au sens de l'article 12 de la Loi relative à l'eau, cette unité constitue une **unité de calcul du coût de l'eau usée** et n'est pas assimilable à l'unité de mesure de la charge polluante émise par le consommateur à base du dimensionnement des infrastructures de dépollution.
Le tableau adopte une approche cohérente au niveau des charges moyennes annuelles des consommateurs présentant des activités saisonnières (écoles, internats, cantines, piscines, hôtels, campings, viticulteurs).

## Le secteur des ménages

| **I : Population résidente** | | |
|---|---|---|
| **Groupe ou activité** | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
| Population résidente | 2,5 | EHm / unité d'habitation (*maison unifam. ou appartement*) |
| Résidence secondaire | 2,5 | EHm / unité d'habitation (*maison unifam. ou appartement*) |
| Logement de café / chambre meublée | 1,0 | EHm / chambre |
| Centre pour hébergement temporaire | 1,0 | EHm / personne hébergée selon capacité autorisée |
| **II : Activités publiques et collectives** | | |
| **Groupe ou activité** | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
| Hôpital, clinique, maison de soins | 2,5 | EHm / lit selon capacité autorisée |
| Centres intégrés pour personnes âgées | 2,0 | EHm / lit selon capacité autorisée |
| Foyer de jour pour personnes âgées | 0,2 | EHm / personne prise en charge * selon capacité autorisée |
| Crèche, école | 0,1 | EHm / enfant * selon capacité autorisée |
| Internat | 0,6 | EHm / enfant * selon capacité autorisée |
| Cantine, maison relais | 0,2 | EHm / chaise selon capacité autorisée |
| Piscine couverte (*avec ou sans sauna*) | 0,3 | EHm / visiteurs * selon capacité autorisée |
| Piscine à l'air libre | 0,1 | EHm / visiteurs * selon capacité autorisée |
| Cinéma, théâtre | 5,0 | EHm / tranche entamée de 100 places |
| Centre polyvalent, salle de spectacle, centre sportif | 3,0 | EHm / tranche entamée de 100 m2 de surface bâtie |
| Centre de fitness | 3,0 | EHm / tranche entamée de 100 m2 de surface bâtie |
| Lieu de culte | 2,0 | EHm / lieu de culte |

* Le personnel de l'établissement n'est pas pris en compte.

| **III : Hôtellerie, restauration et tourisme** | | | |
|---|---|---|---|
| **Groupe ou activité** | | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
| Hôtel et auberge (*sans l'activité gastronomique*) | | 0,6 | EHm / lit selon capacité autorisée |
| Gîte rural | | 4,0 | EHm / gîte |
| Camping (*sans l'activité gastronomique, sans piscine*) | | 0,5 | EHm / emplacement selon capacité autorisée |
| **Groupe ou activité** | | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
| Restaurant | < 25 chaises | 5,0 | EHm / établissement |
| | < 50 chaises | 10,0 | EHm / établissement |
| | ≥ 50 chaises | 0,3 | EHm / chaise selon capacité autorisée |
| Café, salon de consommation | < 25 chaises | 4,0 | EHm / établissement |
| | < 50 chaises | 7,0 | EHm / établissement |
| | ≥ 50 chaises | 0,2 | EHm / chaise selon capacité autorisée |

| IV : Activités artisanales et commerciales | | | |
|---|---|---|---|
| **Groupe ou activité** | | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
| Administration, bureau, guichet, assurance, banque, cabinet médical, cabinet de notaire *ou autre service* | | **1,0** | EHm / tranche entamée de 150 m2 de surface |
| *ou* : | ≤ 10 employés * | **1,0** | EHm / commerce |
| | > 10 employés * | **+0,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Commerce (*sans production*) : Grande surface, épicerie, point de vente alimentaire, magasin, boutique | ≤ 10 employés * | **2,5** | EHm / commerce |
| | > 10 employés * | **+1,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Boucherie, poissonnerie, boulangerie, pâtisserie (*site de production avec vente*) | ≤ 10 employés * | **10,0** | EHm / commerce |
| | > 10 employés * | **+6,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Salon de coiffure | ≤ 10 employés * | **6,0** | EHm / salon |
| | > 10 employés * | **+4,0** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Entreprise de transport de marchandises et de construction (*avec ou sans dépôt*) | ≤ 10 employés * | **3,5** | EHm / entreprise |
| | > 10 employés * | **+2,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Garage, atelier de réparation de véhicules automoteurs | ≤ 10 employés * | **15,0** | EHm / entreprise |
| | > 10 employés * | **+10,0** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Atelier mécanique, vente de pneus | ≤ 10 employés * | **5,5** | EHm / entreprise |
| | > 10 employés * | **+3,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Artisanat, menuisier, électricien, carreleur, peintre, plombier, installateur sanitaire, charpentier (*avec ou sans dépôt*) | ≤ 10 employés * | **3,5** | EHm / entreprise |
| | > 10 employés * | **+2,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Nettoyage à sec | ≤ 10 employés * | **30,0** | EHm / entreprise |
| | > 10 employés * | **+20,0** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |

* Sont pris en compte le salariat en CDI (service interne et externe) à due proportion de leur durée de travail et le patronat au 1er janvier de l'année courante.

| **Groupe ou activité** | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
|---|---|---|
| Laboratoire | **5,0** | EHm / tranche entamée de 100 m2 de surface |
| Buanderie | **20,0** | EHm / tranche entamée de 100 to de linge traités par an |
| Mazout et combustibles | **10,0** | EHm / entreprise |
| Station-service (*avec ou sans shop*) | **3,5** | EHm / station |
| Installation de lavage de voitures | **15,0** | EHm / installation |
| Distillerie d'alcool, vinaigrerie | **0,5** | EHm / tranche entamée de 1000 l d'alcool ou de vinaigre pur *produits* par an |
| Hall de stockage | **1,0** | EHm / hall |
| Lieu non occupé | **1,0** | EHm / lieu |

## Le secteur agricole

| V : Activités agricoles | | | |
|---|---|---|---|
| **Groupe ou activité** | | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** | |
| Administration, commerce, boutique du secteur agricole | ≤ 10 employés * | **2,5** | EHm / entreprise |
| | > 10 employés * | **+1,5** | EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées |
| Chambre à lait | | **20,0** | EHm / chambre |
| Abattage occasionnel (*poids vif ≤ 10 to*) | | **7,0** | EHm / local d'abattage |
| Abattage régulier (*poids vif > 10 to*) | | **suivant mesures** | |
| Production de vin (*à partir de moût de raisin*) | | **1,0** | EHm / tranche entamée de 100 hl de vin *produits* par an |
| Production de vin (*à partir de raisins*) | | **2,0** | EHm / tranche entamée de 100 hl de vin *produits* par an |

* Sont pris en compte le salariat en CDI (service interne et externe) à due proportion de leur durée de travail et le patronat au 1er janvier de l'année courante.

## Le secteur industriel

| VI : Activités industrielles (« Starkverschmutzer ») | |
|---|---|
| **Groupe ou activité** | **Charge polluante moyenne annuelle (EHm)** |
| Industrie agroalimentaire d'envergure (*EHm ≥ 300*) : Boucherie, boulangerie, brasserie artisanale, production de boissons, transformation du lait | **suivant mesures** |
| Autres entreprises et établissements industriels produisant des eaux usées très polluées (*EHm ≥ 300*) | **suivant mesures** |

Administration
de la gestion de l'eau
Grand-Duché de Luxembourg

Unité Eaux souterraines et eaux potables
Unité Protection des eaux
Dossier suivi par : Jasmine Schmidt
Tél.. : 24556-327
E-mail. : jasmine.schmidt@eau.etat.lu

Esch-sur-Alzette, le 13 AOUT 2024

# Avis

| | |
|---|---|
| **Références** | / |
| **Maître d'ouvrage** | Administration communale Reckange-sur-Mess |
| **Affaire** | Projet de modification des redevances de l'eau destinée à la consommation humaine et d'assainissement des eaux usées |
| **Objet** | Demande d'avis préalable, courriels du 8 mars 2024, 29 mai 2024 et 2 août 2024 |
| Avis | ■ Favorable ☐ Favorable sous conditions ☐ Défavorable |

Retourné au conseil communal avec l'avis suivant:

L'Administration de la gestion de l'eau émet un avis favorable aux projets de règlement communal portant fixation de la redevance sur l'eau destinée à la consommation humaine et aux projets de règlement communal portant fixation de la redevance sur l'assainissement des eaux usées de la commune de Reckange-sur-Mess.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma considération très distinguée.

Le directeur

Jean-Paul Lickes

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé
et de la Sécurité sociale

Direction de la santé

COMMUNE DE RECKANGE-SUR-MESS
SVC
30 AOUT 2024
ENTRÉE
N°5233

Dossier suivi par : Gérard Scheiden, 247-85046, Gerard.Scheiden@ms.etat.lu

Strassen, le 29 août 2024

Concerne : Administration communale de Reckange-sur-Mess
Règlement communal portant fixation de la redevance assainissement de la Commune de Reckange-sur-Mess

**Réf. : RC-2024-0130**
(à rappeler dans toute correspondance svp)

**Retransmis à Monsieur le Bourgmestre avec l'information que le présent dossier ne donne pas lieu à objection du point de vue sanitaire.**

Etienne Ehmann
p.o. Dr Anne Vergison
Médecin, chef de division

Division de l'inspection sanitaire
2 Rue Thomas Edison
L-1445 Strassen
Tél. (+352) 247-85650
Fax (+352) 48 03 23
inspection.sanitaire@ms.etat.lu
www.sante.lu